

Communiqué News Release

Pour publication immédiate

Also available in English

LE PARLEMENT ÉCHOUE À RECTIFIER UNE LOI SALVATRICE —LE PROJET DE LOI C-393 ÉTOUFFÉ À MORT AU SÉNAT

Déclaration d'organismes de la société civile préoccupés par la santé et les droits humains

Ottawa, 25 mars 2011 —Nous sommes profondément déçus que certains membres du Sénat du Canada n'aient pas jugé bon d'adopter rapidement le Projet de loi C-393 afin d'aider à sauver les vies de milliers de personnes qui meurent de maladies traitables comme le sida, la tuberculose et le paludisme, dans les pays en développement.

Avec l'émission du bref d'élection, le Projet de loi C-393 — adopté le 9 mars par une forte majorité de la Chambre des communes, avec l'appui de membres de tous les partis — est mort au feuillet, encore une fois à cause de tactiques politiques mal placées. Une majorité de Sénateurs ont décidé d'ignorer la raison et des preuves convaincantes en ajournant un projet de loi qui aurait contribué à accroître l'accès à des médicaments génériques abordables pour des personnes qui continuent de souffrir et de mourir inutilement.

Le Projet de loi C-393 aurait simplifié le Régime canadien d'accès aux médicaments (RCAM), en éliminant des lourdeurs bureaucratiques qui sont absolument inutiles et que l'on sait déjà fatales à l'utilisation future du système. Il a été appuyé par des membres de tous les partis, à la Chambre des communes, ce qui illustre que l'enjeu n'est pas une question de partisanerie. Il a reçu l'appui d'experts médicaux et juridiques, d'activistes humanitaires, de leaders confessionnels, d'organismes canadiens de lutte contre le sida et de développement international ainsi que de militants pour la santé dans les pays en développement. Des dizaines d'éminents Canadien-nes ont contribué à l'appel à l'action; et 80 % du public canadien était favorable la rectification du RCAM, selon un sondage national. Plus récemment, plus de 70 000 Canadien-nes ont pris le temps de signer une pétition ou d'écrire et de téléphoner à leurs députés et Sénateurs, pour les exhorter à appuyer le Projet de loi C-393.

Il est outrageux qu'après avoir tant vanté son initiative pour la santé maternelle et infantile, le gouvernement tourne à présent le dos à une occasion d'aider les gens qui meurent de maladies traitables — par une solution qui n'aurait rien coûté aux contribuables et qui aurait même accru l'efficacité de l'aide étrangère canadienne. Il est tristement ironique que des organismes non gouvernementaux aient dû faire valoir le potentiel de la concurrence commerciale, comme moyen de réduire le coût des médicaments pour les personnes mourantes dans les pays en développement.

Tout compte fait, après presque sept ans à attendre que le Canada tienne sa promesse de médicaments plus abordables pour l'Afrique et d'autres pays en développement, le monde devra encore attendre — et des gens mourront inutilement parce que trop de Sénateurs n'ont pas eu le courage de faire ce qui est juste et bon.

Signataires :

Bracelet of Hope

Carrefour canadien international

Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida

Coalition interagence sida et développement

Comité d'action nationale de la Campagne nationale de grand-mères à grand-mères

Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements

Dignitas International

Groupe de travail canadien sur le VIH et la réinsertion sociale

Mouvement populaire pour la santé

Réseau canadien pour les essais VIH des IRSC

Réseau juridique canadien VIH/sida

RÉSULTATS Canada

Save the Children Canada

Universities Allied for Essential Medicines

-30-

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Janet Butler-McPhee

Directrice des communications

Réseau juridique canadien VIH/sida

jbutler@aidslaw.ca

416-595-1666 (poste 228) / 416-268-2549 (cellulaire)

Christopher Holcroft

Directeur

Empower Consulting pour le Réseau juridique

chris_holcroft@yahoo.com / 416-996-0767 (cellulaire)

Pour plus d'information : www.aidslaw.ca/rcam